



## DÉCLARATION INTERSYNDICALE SUITE AU CNESER DU 6 JUILLET 2021

Après plus de 8h00 de débats, constatant qu'à 18h30 près de la moitié des textes à l'ordre du jour restaient à examiner, les représentant·es syndicaux/les et d'associations siégeant au CNESER ont décidé de cesser de siéger.

À de nombreuses reprises les représentant·es ont mis en garde le MESRI sur des ordres du jour intenable ne permettant pas des temps d'échanges suffisants pour des débats de qualité. Hier encore il restait plus d'une dizaine de textes à examiner.

L'ensemble des représentant·es des organisations syndicales et des associations a demandé un report des textes restant à examiner au CNESER de rentrée, ce qui a été refusé. Le MESRI a proposé de siéger soit le lendemain mercredi 7 ou le mardi 13 (sans convocation dans les délais ce qui aurait rendu caduque toute décision) ou encore de continuer la séance jusqu'à épuisement de l'ordre du jour (et des participant·es !).

Les représentant·es syndicaux/les et des associations ont donc unanimement refusé de poursuivre l'examen des textes dans ces conditions. La séance du CNESER s'est terminée sans les organisations syndicales.

Malgré les nombreuses et répétées mises en garde des élu·es, le MESRI continue d'imposer des conditions de travail intenable mettant à mal la démocratie universitaire.

Ce n'est pas acceptable. ■

*Paris, le 7 juillet 2021*

**Signataires : CGT, FO ESR, SNPTES, ANDES, UNSA ITRFBIO, Sup'Recherche UNSA, l'Alternative, Unef, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNESUP-FSU, SGEN-CFDT, Sud éducation, Sud Recherche EPST**